

50524630/6

9662

(1941, 45)

- V. D. 9662 : Réalisation du M.N.
- D. 9662 : Mise en service de lignes
- D. 9662 : Concours technique et administratif S.N.C.F. au M.N.
- D. 315 : Dépose de voies pour fourniture de rails au M.N.
- D. 2012 : Cession de matériel moteur et roulant au M.N.

Participation S.N.C.F. à l'Administration du Méditerranée-Niger

Lettre S.N.C.F. au M.T.P. C.A. 23. 4.41 41 Qd b)
Arrêté 29. 4.41 (J.O. 30. 4.41) 23. 4.41 (LE BESNERAIS)
Arrêté 5.11.45 (J.O. 8.11.45) (Goursat)

Participation S.N.C.F. à l'Administration Méditerranée-Niger

Ordonnances et décrets

du 8 novembre 1945

Conseil de réseau des chemins de fer
de la Méditerranée au Niger.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 2 novembre 1945 fixant l'organisation administrative et le régime financier du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger;

Vu le décret du 2 novembre 1945 pris pour l'application de l'ordonnance relative à la construction d'un chemin de fer reliant la Méditerranée au Niger;

Sur les propositions du ministre des colonies, du ministre de l'économie nationale et des finances, du ministre de la guerre, du ministre de l'intérieur, du ministre des affaires étrangères, du ministre de la production industrielle et du vice-président du conseil d'Etat,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Est nommé président du conseil de réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger:

M. René Claudon, inspecteur général des ponts et chaussées.

Art. 2. — Est nommé vice-président du conseil de réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger:

M. Beau, inspecteur général des ponts et chaussées, directeur des travaux publics des colonies, représentant le ministre des colonies.

Art. 3. — Sont nommés membres du même conseil de réseau:

M. Surleau, conseiller d'Etat, représentant le conseil d'Etat.

M. Anduze-Faris, secrétaire général de la marine marchande, représentant le ministre des travaux publics et des transports (secrétariat général de la marine marchande).

M. du Pont, sous-directeur à la direction de la coordination économique, représentant le ministre de l'économie nationale.

M. de Grieges, sous-directeur à la direction du budget, représentant le ministre des finances.

M. le colonel Boyer, chef du 4^e bureau de l'état-major de l'armée, représentant le ministre de la guerre.

M. Pierre-Jean Moatti, préfet hors cadres, représentant le ministre de l'intérieur.

M. Vimont, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, sous-directeur à la direction de l'Afrique, représentant le ministre des affaires étrangères.

M. Jenn, ingénieur des mines, adjoint au secrétaire général à la production industrielle, représentant le ministre de la production industrielle.

M. Goursat, directeur général de la Société nationale des chemins de fer français, représentant la Société nationale des chemins de fer.

M. Ardouin, président du comité d'exploitation des réseaux nord-africains.

M. Saller, gouverneur des colonies, directeur du plan au ministère des colonies, représentant l'Office central des chemins de fer coloniaux.

Art. 4. — Est nommé commissaire adjoint du gouvernement près le conseil de réseau:

M. Ricroch, contrôleur général des transports.

Fait à Paris, le 5 novembre 1945.

RENÉ MAYER.

Représentation
SNCF

Lois et décrets du 30 Avril 1941

Arrêté du 29 Avril 1941
nommant les membres
du Comité de Direction
du Méditerranée-Niger

**SECRÉTARIAT D'ÉTAT
AUX COMMUNICATIONS**

Comité de direction du Méditerranée-Niger.

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Vu la loi du 22 mars 1941 relative à la construction d'un chemin de fer reliant la Méditerranée au Niger;

Vu le décret du 9 avril 1941 pris pour l'application de cette loi;

Sur les propositions de l'amiral de la flotte, vice-président du conseil, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du délégué général à l'équipement national, du secrétaire d'Etat aux colonies, du secrétaire d'Etat à la production industrielle et du délégué général du Gouvernement en Afrique française,

Arrête:

Article unique. — Sont nommés membres du comité de direction du Méditerranée-Niger:

MM.

Maurice Sabatier, représentant le secrétariat d'Etat à l'intérieur.

Bichelon, ingénieur en chef des mines, représentant le secrétariat d'Etat à la production industrielle.

Lagarde, ministre plénipotentiaire, directeur politique adjoint, représentant le secrétariat d'Etat aux affaires étrangères.

Zaffreya, directeur de l'économie générale, représentant le secrétariat d'Etat à l'économie nationale et aux finances.

Causse, ingénieur général des industries navales, représentant le secrétariat d'Etat de coordination.

Landron, auditeur au conseil d'Etat, représentant le délégué général à l'équipement national.

Labbé, ingénieur général des colonies, représentant les chemins de fer coloniaux.

Le colonel Bergès, représentant le délégué général du Gouvernement en Afrique française.

Le Besnerais, directeur général de la Société nationale des chemins de fer français.

Ardoin, directeur des chemins de fer algériens.

Vibratte, président du conseil d'administration des chemins de fer marocains.

Fait à Vichy, le 29 avril 1941.

JEAN BERTHELOT.

Représentation S.N.C.F.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 23 avril 1941.

923933-2

- C O P I E -

Monsieur le Ministre,

Comme suite à votre lettre G.113 du 12/4/41, j'ai l'honneur de vous indiquer que la S.N.C.F. propose de désigner, comme son Représentant au Comité de Direction du Méditerranée-Niger, son Directeur Général, Monsieur LE BESNERAIS, avec faculté de se faire représenter par Monsieur DUGAS.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications,
Direction Générale des Transports,
à VICHY

Questions diverses

P.V. (p.9)

- b) Désignation du Représentant de la S.N.C.F.
au Comité de Direction du Chemin de fer
Méditerranée-Niger.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, M. LE BESNERAIS est désigné, avec faculté pour lui de se faire suppléer, pour représenter la S.N.C.F. au Comité de Direction du Chemin de fer Méditerranée-Niger créé par le décret du 12 avril 1941.

Steno (p. 41)

- b) Désignation du représentant de la S.N.C.F.
au Comité de Direction du Chemin de fer
Méditerranée-Niger.-

M. LE PRESIDENT.- La ^{suivante} ~~question~~ question/dont je dois vous entretenir est relative au chemin de fer Méditerranée-Niger dont la construction a été prévue par la loi du 22 mars 1941. Un décret du 9 avril 1941 a prévu que l'exécution des travaux et l'organisation de l'exploitation seraient assurées, sous l'autorité du Secrétaire d'Etat aux Communications, par une direction générale et a institué auprès du Secrétariat d'Etat aux Communications un Comité de Direction chargé de suivre la marche générale des travaux. Un décret du 12 avril 1941 a nommé M. CLAUDON président de ce Comité. Nous sommes heureux de le féliciter pour la tâche intéressante qu'il va assumer de ce chef.

....

Les autres membres de ce Comité comprennent :

- Un représentant du Secrétaire d'Etat aux colonies qui assure les fonctions de vice-président;
- Un représentant du Secrétariat de coordination;
- Un représentant du Secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;
- Un représentant du Secrétariat d'Etat à l'Intérieur;
- Un représentant du Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères;
- Un représentant du Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle;
- Un représentant du délégué général à l'équipement national;
- Un représentant du délégué général du Gouvernement en Afrique française;
- Un représentant de la Société Nationale des chemins de fer français;
- Un représentant des chemins de fer algériens;
- Un représentant des chemins de fer du Maroc;
- Un représentant des chemins de fer coloniaux.

Je pense qu'étant donné la nature des travaux du Comité, il serait logique de désigner le Directeur Général comme représentant de la S.N.C.F. au sein de ce Comité, avec faculté pour lui de se faire suppléer, en cas de besoin.

Il n'y a pas d'objection ? Il en est ainsi décidé.